



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2492

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à Mme Catherine Coutelle, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Catherine Coutelle. Monsieur le Premier ministre, je reviens sur la réforme des retraites.

Vous opposez, dites-vous, un " non ferme et tranquille " aux Français. Or les Français sont de plus en plus nombreux à vous dire que votre réforme est injuste.

Elle est injuste parce qu'elle touche particulièrement les travailleurs qui effectuent des métiers pénibles, et pénibilité ne veut pas dire incapacité.

Elle est injuste pour ceux qui ont débuté leur carrière jeunes. Certains devront cotiser quarante-quatre ans sans gagner plus !

Elle est injuste parce qu'elle aggrave les inégalités envers les femmes, et c'est seulement maintenant que vous semblez vous en rendre compte. Elles sont déjà 30 % à attendre 65 ans pour liquider leurs droits à taux plein.

Faute de cotisations suffisantes, elles devront, demain, travailler jusqu'à 67 ans.

Les Français sont de plus en plus nombreux à craindre non seulement l'injustice, mais aussi l'inefficacité de votre réforme. Ils ont bien compris que vous n'aviez pas trouvé le financement complet des retraites et surtout pas jusqu'en 2018. Financement qui pèsera essentiellement sur les salariés et qui se fera aux dépens des générations futures, lesquelles vont subir un véritable hold-up par le pillage du fonds de réserve des retraites. Financement qui se fera aux dépens des seniors qui devront rester plus longtemps au travail, ou sans travail, ainsi qu'aux dépens de l'assurance chômage, qui voit sa dette s'alourdir.

Le parti socialiste a fait des propositions...

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Lesquelles ?

Mme Catherine Coutelle ...vous n'avez pas voulu les entendre. Vous êtes resté fermé à toutes les discussions avec l'opposition pendant le débat parlementaire, comme vous l'aviez été avec les partenaires sociaux au printemps !

Samedi prochain, les Français seront dans la rue pour la troisième fois en un mois. Combien de temps allez-vous rester sourd à leur attente d'une retraite juste et équitable pour tous ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. Mesdames et messieurs les députés, je voudrais d'abord excuser Éric Woerth, qui est actuellement au Sénat.

Madame la députée, vous avez fait référence à plusieurs sujets. S'agissant de la pénibilité, qui a proposé un système qui, pour la première fois en Europe, relie la retraite et la pénibilité ? C'est le gouvernement de François Fillon.

Vous avez parlé des carrières longues. Qui avait, en 2003, inventé pour la première fois un système de départ à la retraite intégrant ceux qui ont commencé à travailler tôt, à seize ou à dix-sept ans ? C'était le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, avec la réforme voulue par François Fillon.

Aujourd'hui, nous proposons d'élargir le système, en intégrant ceux qui ont commencé à travailler avant dix-huit ans ; ils pourront continuer à prendre leur retraite à 60 ans.

Enfin, madame la députée, vous évoquez la question des femmes. Mais il faut se poser les bonnes questions sur les retraites des femmes.

M. Maxime Gremetz. Ah !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Aujourd'hui, les femmes qui ont cinquante-quatre ou cinquante-cinq ans partiront à la retraite avec autant de trimestres que les hommes. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe GDR.*) La question n'est donc pas là ! Le vrai sujet n'est pas non plus, contrairement à ce que vous répétez, celui de la remontée de l'âge de départ à la retraite à 67 ans : aujourd'hui, 80 % des femmes liquident leur pension avant 65 ans. La vraie question, madame la députée, c'est l'origine de ce mal qu'est l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Le Gouvernement a proposé un amendement, afin d'agir dans ce domaine. Le Premier ministre, le ministre du travail et le président du Sénat ont évoqué la possibilité que ces discussions évoluent au Sénat, parce que nous voulons répondre à cette question.

Comme vous le voyez, madame la députée, cette réforme est juste et équitable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Coutelle](#)

Circonscription : Vienne (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2492

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 septembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 septembre 2010